



# La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

**ISSN 1561-3739**

**NUMERO 40**

**AVRIL 2007**

## **EDITORIAL**

### **SOMMAIRE**

**EDITORIAL** ..... 1

**AFRISTAT engage une reflexion sur l'optimisation des recensements en Afrique subsaharienne**.....

**Nouvelles d'AFRISTAT**.....

**Activités de la Direction générale**.

**Activités internationales**.....

**Echos des instituts nationaux de statistique**

**Réunions, ateliers et séminaires**

L'année 2007 a démarré avec beaucoup d'espoir, surtout avec un esprit plus proactif qui s'inscrit dans le cadre de la gestion par les résultats. Les initiatives prises en ce qui concerne la maîtrise de la logique et les techniques de planification stratégique vont nous y aider.

S'agissant des activités, les trois premiers mois de l'année 2007 ont été marqués par la tenue des réunions de comité de pilotage de deux importants programmes exécutés par AFRISTAT dont 2007 constitue leur année terminale. Il s'agit du projet pilote d'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail financé par l'African capacity building foundation (ACBF) et du programme de suivi régional des DSRP et des indicateurs de développement du millénaire financé par le PNUD.

Dans le cadre du maintien du dialogue permanent entre les instituts nationaux de statistique et AFRISTAT, les cadres des instituts nationaux de statistique, correspondants d'AFRISTAT, se sont retrouvés du 26 février au 02 mars 2007 à Bamako pour discuter des stratégies d'échange et de communication de données. L'initiative a été très appréciée par toutes les parties. Nous espérons être désormais informés régulièrement des activités et projets des INS pour une optimisation de notre assistance technique.

Enfin, nous publions dans ce numéro une réflexion pour lancer un débat sur la nécessité pour les pays africains au sud du Sahara de s'approprier les principes et recommandations des Nations unies concernant les recensements généraux de la population et de l'habitat.

**Martin BALEPA**  
**Directeur Général d'AFRISTAT**

# AFRISTAT engage une réflexion sur l'Optimisation des recensements en Afrique subsaharienne

Par Dorothée Ouissika, expert en organisation institutionnelle des SSN et Guillaume Poirel, expert Démographe.

Cet article découle entre autre, des échanges entre les participants à l'atelier des Nations Unies sur la 2<sup>ème</sup> révision des principes et recommandations pour les recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) de la décennie 2010 (Bamako, 6-9 novembre 2006). Au cours de cet atelier, les difficultés rencontrées par les Etats dans la planification et l'organisation des recensements d'un cycle à l'autre et la réticence des partenaires à financer les RGPH en raison de leur caractère onéreux ont été confirmées. Par ailleurs, les approches alternatives ont été jugées inadaptées dans le contexte de ces Etats. *Il devient urgent de trouver des éléments de réponses aux préoccupations des Etats et des partenaires afin de rendre le produit du recensement en adéquation avec son coût.*

Cet article rappelle les contraintes, les forces et les faiblesses des RGPH en Afrique subsaharienne ainsi que les nouvelles opportunités qui s'offrent aujourd'hui aux statistiques sociodémographiques. AFRISTAT entame ainsi une réflexion sur l'optimisation des recensements qui devrait se refléter dans la vision du RGPH, la mobilisation des financements et la coordination statistique dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté.

*Le RGPH permet au Système statistique national (SSN) d'un pays de fournir des informations sur l'effectif de la population et ses caractéristiques sociodémographiques et économiques.*

D'autres objectifs telles que la constitution d'une base de sondage pour les enquêtes, la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) et l'amélioration de la connaissance sur les caractéristiques des logements et du cadre de vie des populations font de cette opération une nécessité pour l'ensemble des décideurs.

Son niveau de détail et ses caractères d'universalité et de simultanéité permettent au RGPH de produire des informations désagrégées au niveau le plus fin, ce qui constitue son point fort et justifie son rôle fondamental dans le SSN. Cependant, les difficultés de sa planification et de son organisation, le coût de sa mise en œuvre, le volume de ressources humaines qu'il requiert en font un véritable défi pour les pays d'Afrique subsaharienne. La faiblesse de l'approfondissement des sujets couverts et de l'exploitation des données expliquent la remise en cause de cette opération fondamentale.

*Eléments explicatifs du caractère onéreux du RGPH. Les faiblesses administratives (insuffisance de la couverture du cadastre, lacunes de l'état*

civil) ne permettent pas les estimations de population au niveau des localités. *Le manque de ressources humaines* (manque de main-d'œuvre qualifiée, mobilité des cadres) *et la lourdeur des questionnaires* (résultant des dysfonctionnements administratifs et de la pression des utilisateurs sur les informations à tirer du RGPH) alourdissent le coût de l'opération. *L'insuffisante capitalisation des acquis* au niveau national, (pas de métadonnées sur les expériences passées) et *les taux encore élevés d'accroissement démographique* (mise à jour cartographique difficile en milieu urbain) participent au coût du RGPH. Enfin *la planification encore inadéquate des opérations* et leurs délais trop long ont un impact direct sur les coûts du RGPH.

*En Afrique subsaharienne, les difficultés de la planification et de l'organisation sont liées* à la forte mobilité du personnel et à l'inadéquation des structures du RGPH. Le manque d'archivage et l'insuffisance des ressources matérielles et financières viennent en concurrence des autres activités des INS lors de la préparation d'un RGPH. Le manque de financement national et la faible coordination des partenaires techniques et financiers occasionnent des retards de calendrier.

*Quelles sont les initiatives mise en œuvre pour maîtriser les coûts du RGPH ?* Elles vont des nouvelles approches aux bonnes pratiques aussi bien lors de la préparation que de l'exécution. *Les nouvelles approches* reposent pour la plupart sur les registres de population et sont déjà mises en œuvre dans les pays développés. Il s'agit : i) des recensements basés sur des registres, développés dans les années 1970 en Scandinavie ; ii) des recensements combinant la tenue des registres et la réalisation d'enquêtes ; iii) du recensement traditionnel combiné avec des mises à jour annuelles ; iv) du recensement roulant (depuis 2004 en France).

*Les bonnes pratiques* concernent l'amélioration de la planification du RGPH et l'utilisation des nouvelles technologies. Après des expériences de recensements inaboutis ou s'étirant dans le temps au cours des années 1980/90, la planification des opérations a été placée au cœur de la problématique des RGPH de la décennie 2000. Elle permet d'atteindre des objectifs dans les délais impartis et dans le cadre budgétaire alloué. D'une part, elle suppose une vision globale du recensement et des différentes phases de l'opération depuis les travaux préliminaires jusqu'à la diffusion de données, et d'autre part une bonne intégration dans la SNDS. *Les principes et recommandations des Nations*

*Unies sur les recensements sont explicites et exhaustifs à ce sujet.*

*Les nouvelles technologies ont révolutionné les RGPH dans les phases d'exploitation et de diffusion des données ainsi que pour la cartographie avec l'utilisation des CD-Roms, du scanner et du GPS.*

*Des efforts ont été réalisés, mais des difficultés demeurent.* Grâce aux Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), la plupart des pays d'Afrique subsaharienne se trouvent à leur 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> cycle de RGPH. Cependant les évaluations réalisées aux niveaux national, régional et mondial montrent que les améliorations proposées notamment pour la réduction du coût du RGPH n'ont pas toujours abouti.

*Les nouvelles approches sont encore inadaptées sur le plan technique* (absence de registres, et faiblesse des ressources humaines et financières).

*L'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) nécessite des précautions d'emploi.* Ainsi, la lecture optique implique un niveau de qualité de remplissage des questionnaires et un financement important. *L'autodénombrement des populations n'est pas possible en raison des faibles niveaux d'alphabétisation.* Enfin, *la rareté et l'irrégularité des enquêtes* font que le besoin d'un maximum d'informations pèse fortement sur le RGPH.

*Les partenaires au développement s'impliquent face aux besoins croissant de données sociodémographiques.*

*Les priorités de l'UNFPA ont évolué.* Au cours des années 1970/80, l'UNFPA a consacré des sommes conséquentes au financement des RGPH en Afrique subsaharienne. Au cours des années 1990, ses priorités ont changé, l'UNFPA accordant la priorité à la santé de la reproduction, aux relations entre population et développement et à la

sensibilisation. Ceci s'est traduit par la baisse des fonds destinés à financer directement les RGPH. Par ailleurs, l'UNFPA est devenu demandeur d'informations qui ne font plus directement partie des objectifs du RGPH (fécondité, mortalité) conditionnant sa contribution au financement de ces opérations.

*Le suivi et évaluation des Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et des Objectifs millénaire de développement (OMD) induit de nouvelles demandes d'informations.* La réduction de la pauvreté, défi majeur des pays membres d'AFRISTAT, se traduit par l'explosion des demandes statistiques exprimées soit dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté, soit dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le renforcement des capacités statistiques est désormais associé aux programmes de lutte contre la pauvreté afin de disposer d'indicateurs précis de progrès accomplis, de localiser les « poches » de pauvreté. Compte tenu du manque de planification stratégique, le RGPH devient une occasion pour collecter un maximum d'informations.

*Pour une approche optimisée du RGPH*

Il ressort de ce qui précède, la nécessité d'une approche alternative reposant sur l'adéquation optimale des moyens aux fins. Cette démarche d'optimisation doit faire appel à tous acteurs impliqués, en tirant partie des synergies possibles et en se référant à une cohérence d'ensemble. Etant donné la complexité des éléments techniques, administratifs et environnementaux en jeu, il ne peut exister une solution unique pour optimiser les recensements. Il convient de prendre en compte les recommandations des Nations unies, en fonction de chaque pays, de rechercher l'option qui allie au mieux les objectifs, les outils méthodologiques, les ressources et les produits.

*La mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) permet la planification du RGPH et la minimisation de ses coûts.* Dans le cadre du Plan d'action de Marrakech, les Etats ont décidé d'entreprendre des réformes institutionnelles et d'élaborer leur SNDS. Celles-ci sont au centre du renforcement des capacités statistiques et sont soutenues par AFRISTAT et encouragées par la plupart des partenaires techniques et financiers.

La SNDS concerne l'ensemble des activités du SSN, y compris la collecte, l'analyse et la diffusion de toutes les données statistiques dont celles issues des recensements. Elle (i) offre un *cadre d'évaluation des besoins et des priorités statistiques* ; (ii) propose une démarche pour le choix stratégique des sujets ; (iii) offre un *cadre de mise en adéquation des priorités et des ressources* ; (iv) fournit un *cadre de mobilisation des ressources* aussi bien intérieures qu'extérieures.

La SNDS devrait permettre l'insertion des recensements dans un programme national de collecte avec des objectifs bien définis. Si les recensements constituent la source principale des statistiques sociodémographiques utiles à la planification, le suivi et l'évaluation des programmes de développement, leur valeur s'accroît lorsque leurs résultats sont utilisés parallèlement à ceux d'autres enquêtes. Inversement, l'utilité des données d'enquêtes par sondage peut être accrue si elles sont utilisées avec celles du recensement.

*Le choix de l'information utile et la minimisation des demandes aux populations permettent la simplification des questionnaires du RGPH.* Le RGPH doit recueillir les caractéristiques minimales des populations. Ceci nécessite un consensus des utilisateurs et des partenaires financiers. Comme le rappelle le manuel des principes et

recommandations des Nations Unies relatifs au recensement, les sujets des RGPH doivent être déterminés par le choix de certains critères :

a) *« Priorité aux besoins nationaux.* La décision des pays dans le choix des sujets doit procéder d'une appréciation équilibrée entre l'urgence des données nécessaires et la possibilité d'obtenir des informations, d'une fiabilité équivalente, par d'autres sources.

b) *L'importance de la comparabilité régionale et internationale.* Elle joue dans le choix des sujets avec des concepts et définitions comparables. « Si la situation particulière d'un pays exige des dérogations par rapport aux normes internationales, tout doit être entrepris pour expliquer ces dérogations dans les publications du recensement et pour indiquer la manière d'adapter la présentation nationale aux normes internationales ».

c) *La pertinence des sujets.* Il faut éviter les sujets susceptibles de provoquer des malaises sociaux (peur, réveil des superstitions, etc.), les sujets complexes pour les personnes interrogées. D'où la nécessité de test préalable et de son étude.

d) *Les ressources disponibles.* Pour une collecte précise et efficace, il faut un nombre de sujets limités, rapidement suivis de leur encodage et de leur publication. Cette démarche est plus utile qu'une collecte sur un grand nombre de sujets qui ne peuvent être efficacement étudiés, traités et publiés de manière raisonnable en termes de délais, de fiabilité et de coûts. »<sup>1</sup>

Pour minimiser le coût du RGPH et améliorer sa qualité, il est donc nécessaire de faire certains choix et en priorité *d'éliminer les sujets méthodologiquement absurdes* (date de construction des logements, etc.) ou entraînant une charge de travail et une

spécialisation trop importante des enquêteurs et du personnel d'exploitation. Il s'agit également de *supprimer les thèmes demandant des dispositions particulières trop lourdes* et d'éviter les informations qui ne peuvent être obtenues qu'avec plus de détails et de précision à partir d'autres sources (enquêtes, sources administratives,...). Enfin il faut *sélectionner les données utiles avec les utilisateurs et les partenaires financiers* et prendre en compte les thèmes fondamentaux proposés par les Principes et recommandations des Nations Unies.

*L'utilisation des nouvelles technologies de l'information constitue un investissement permettant de pérenniser les progrès du RGPH (statistique, informatique, cartographique...).* L'utilisation de ces nouvelles technologies suppose des conditions préalables et permettra un gain dans les délais d'exploitation, d'analyse et de diffusion, une amélioration de la méthodologie de repérage des unités d'habitation facilitant la mise à jour régulière des données localisées. Enfin la coordination et les nouveaux outils technologiques permettront un recentrage des activités et des métiers (cartographes, démographes, statisticiens).

*Le développement des sources administratives constitue à moyen terme les bases d'un RGPH renouvelé.* Les données de base du RGPH peuvent s'obtenir à partir de l'utilisation de fichiers administratifs, d'une combinaison d'enquêtes et de sources administratives (recensements exhaustifs ou enquêtes par sondage). L'amélioration des statistiques administratives est un facteur d'optimisation des recensements à moyen terme. Ces statistiques peuvent fournir des informations pertinentes sur la population dans certains domaines. Leur amélioration constitue une condition d'appropriation des approches alternatives au recensement traditionnel.

## ***AFRISTAT partagera avec les INS toutes réflexions allant vers l'optimisation du RGPH***

Le RGPH constitue une opération complexe qui nécessite une mobilisation accrue de temps et de moyens. Eu égard à sa place dans le système de statistiques sociodémographiques, il doit être planifié et conduit avec beaucoup de rigueur et surtout de manière stratégique en vue de sa pérennisation et d'une plus grande utilisation de ses résultats. L'optimisation des RGPH est donc une nécessité et doit passer par un choix stratégique des informations à collecter, par le développement des statistiques administratives à moyen terme et son insertion dans la SNDS.

<sup>1</sup> Principes et recommandations des Nations unies, 2<sup>ème</sup> révision (version provisoire)

## Nouvelles d'AFRISTAT

### Départ

◆ M. Christophe J. Nordman, Chargé de recherche à l'IRD, économiste à DIAL, a rejoint son poste à Paris au terme d'un séjour de deux mois couronné par la

formation qu'il a dispensée sur l'évaluation de l'impact des politiques publiques. Cette formation a été animée conjointement avec Melle Anne-

Sophie Robillard, également Chargée de recherche à l'IRD, économiste à DIAL.

### Visites

◆ M. Michel Reveyrand de Menthon, Ambassadeur de France au Mali, a rendu visite au Directeur Général d'AFRISTAT le 30 janvier 2007, avec lequel il

s'est entretenu de l'appui technique et financier que la France apporte à AFRISTAT. M. Michel Reveyrand de Menthon a rencontré les experts d'AFRISTAT

et s'est informé avec beaucoup d'intérêts sur les activités de l'organisation.

◆ Le Directeur Général d'AFRISTAT a reçu la visite de Dieudonné OUEDRAOGO, Coordonnateur Régional du Projet régional d'appui aux cadres nationaux de suivi/évaluation des stratégies de réduction de la

pauvreté (PARSEP), le 09 mars 2007. Les discussions ont porté sur la synergie des actions que les deux institutions mènent dans le cadre des activités d'appui au renforcement des dispositifs de suivi et évaluation des DSRP dans

les pays bénéficiaires. D'ores et déjà le Coordonnateur Régional du PARSEP a pris l'engagement de faire parvenir à la Direction générale d'AFRISTAT son programme de travail 2007.

### Stages

Depuis le 19 mars 2007 AFRISTAT accueille Mademoiselle Laure Benjamin, étudiante en 2<sup>e</sup> année de Master à l'Institut d'étude de développement économique et social (IEDES- Université Paris I), pour un stage

de quatre mois dans le cadre du Projet impact du soutien nutritionnel intégré pour les patients sous traitement antirétroviral (INIPSA). La stagiaire contribuera à l'organisation de la partie

recherche du projet, notamment la mise en place des outils d'enquête de suivi longitudinal qui débutera en mai 2007 au Bénin

### Journée internationale de la femme à AFRISTAT

◆ Pour la première fois, le 8 mars, journée internationale de la Femme, a été commémoré par la Direction générale d'AFRISTAT

avec un éclat particulier. Un cocktail a été offert en l'honneur des femmes travaillant à AFRISTAT. Des fleurs et des cadeaux leurs ont été remis pour

l'occasion avec des mots d'encouragement du Directeur Général.



### **Réunion PDM-ENSEA-AFRISTAT**

Le 1er février 2007, s'est tenue à Bamako une réunion entre le Partenariat pour le développement municipal (PDM), l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT).

La réunion avait pour objectif de renforcer la collaboration établie depuis 2001 entre ces trois institutions.

Au cours de la réunion, un bilan a été fait sur ce partenariat dans le cadre des études ECOLOC (économies locales). Les points forts de cette collaboration ont été

mis en exergue et des recommandations pour une capitalisation des résultats obtenus ont été formulées. La réunion a permis ensuite de définir les nouveaux domaines de travail notamment les nouvelles études ECOLOC au Mali, au Niger, au Bénin, au Togo et au Ghana.

### **Séminaire d'orientation et d'échanges des correspondants nationaux**

Dans le cadre du processus d'amélioration de la collecte des données statistiques auprès de ses Etats membres, AFRISTAT a organisé du 26 février au 1<sup>er</sup> mars 2007, un séminaire d'orientation et d'échanges regroupant ses correspondants nationaux chargés de la collecte des données.

Il s'agissait, après avoir identifié les principaux problèmes rencontrés dans le cadre de cette activité, de faire des propositions en vue de redynamiser ce réseau.

Les participants se sont accordés, entre autres questions, sur les

nouvelles orientations de la collecte des données qui donnent une place plus importante à la recherche de la cohérence des données, une meilleure utilisation des normes et concepts et une plus grande implication dans la diffusion des données sur le site Internet de leur INS respectif.

### **Mise en œuvre du Projet pilote d'appui à « l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires » (financé par la coopération française)**

♦ Au Burkina Faso, l'appui a consisté, dans le cadre d'une mission d'un expert d'AFRISTAT du 28 janvier au 04 février, à la conduite des travaux de conciliation des données que l'on appelle souvent la synthèse intermédiaire puisque le travail se faisant de façon itérative, cette opération est répétée plusieurs fois. Cette étape déterminante prépare la convergence des données avant la synthèse finale. Un secrétariat de synthèse a été mis en place afin de noter les décisions prises et rédiger un rapport qui sera remis à chaque comptable national pour la mise en œuvre des solutions adoptées.

♦ Au Mali, l'appui a consisté d'abord, du 22 janvier au 6 février, à une formation dispensée aux comptables nationaux maliens qui s'est déroulée dans les locaux d'AFRISTAT. Cette réunion de travail avait plusieurs objectifs : (i) faire prendre en main l'outils

informatique ERETES, à un certain renouvellement depuis le début de ses travaux sur la base 1997, (ii) revoir les concepts de base du SCN 93 et (iii) donner une impulsion pour l'achèvement de la synthèse du Tableau des Emplois Intermédiaires de l'année 1999. Par la suite, une assistance a été apportée à l'équipe des comptables nationaux maliens dans la vérification des données de l'année de comptes 1999. Cette opération devrait permettre de réaliser une nouvelle projection des consommations intermédiaires en vue de la synthèse de l'année de comptes 1999.

♦ En Mauritanie, l'appui réalisé dans le cadre d'une mission d'un expert d'AFRISTAT du 20 au 31 janvier 2007, s'est situé dans la perspective pour le pays de combler son retard en matière de comptes nationaux. Il avait pour objectifs de former les comptables nationaux aux concepts du SCN93, à l'utilisation de l'outil

informatique ERETES, à l'initialisation de la base de données des comptes de l'année 2005 et au lancement des travaux de traitement des données sources de 2005.

Malgré le déroulement satisfaisant des activités du projet, quelques difficultés subsistent et se résument en quatre points :

(i) la méconnaissance des concepts et définition du SCN93 ;

(ii) l'inexpérience de certaines équipes en matière de réalisation des comptes nationaux ;

(iii) la faible motivation des équipes malgré leur mobilisation ; et

(iv) la faible programmation des activités qui ralentit la bonne marche du travail des agents.

## **Formation à l'évaluation d'impact et à l'analyse de l'emploi et de la pauvreté**

Dans le cadre des activités du CERA, un séminaire a été organisé du 22 au 26 janvier 2007, à Bamako (Mali) sur l'évaluation de l'impact des politiques publiques.

Il a regroupé des enseignants des écoles de formation statistique d'Abidjan et de Yaoundé et des experts d'AFRISTAT. Les travaux étaient animés par des experts de DIAL.

Il est envisagé de poursuivre cet exercice en collaboration avec DIAL sur la base de propositions de thèmes de recherche identifiés par les participants.

## **Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique**

♦ Au cours de ce trimestre, AFRISTAT s'est attelé, en rapport avec la Banque africaine de développement et les pays bénéficiaires concernés, à la préparation des dossiers de reconstitution des fonds spéciaux.

♦ Du 15 au 20 janvier 2007, une délégation d'AFRISTAT conduite par le Directeur Général a pris part aux travaux de l'atelier régional sur la comparaison africaine des PIB déflatés par les PPA et les différentiels des niveaux de prix à Kigali (Rwanda).

L'objectif principal de l'atelier était de présenter aux participants

les résultats préliminaires des PPA calculées à partir des données sur les prix et les dépenses de consommation des ménages à partir des PIB estimés pour l'année 2005. L'atelier a aussi été l'occasion de faire le point sur les enquêtes complémentaires et de fournir aux coordinations nationales des outils d'amélioration de la qualité des données.

♦ La mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique se poursuit au niveau des pays participants avec (i) la collecte, la saisie et la validation des

données de l'enquête principale; (ii) la saisie des données de l'enquête sur les biens d'équipement; (iii) la collecte et la saisie des données de l'enquête sur la construction; (iv) le lancement de l'enquête sur le logement.

♦ Le consultant de long terme a effectué une mission de supervision des activités du PCI, du 27 au 29 mars, à la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique au Mali.

## **Mise en œuvre du Programme de suivi régional des DSRP et des OMD**

### **(Financé par le PNUD)**

Au cours de la période sous revue, les activités du Programme de suivi régional des DSRP et des indicateurs de développement du millénaire ont été marquées par (i) l'adoption du CRESMIC au Cameroun, (ii) la validation de l'étude bilan-diagnostic des administrations en charge du suivi et évaluation des DSRP et des OMD à Sao Tome & Principe, (iii) le lancement de l'étude sur le bilan-diagnostic de l'Observatoire du changement social et des autres institutions connexes de suivi et évaluation des DSRP et des OMD au Sénégal et (iv) par la tenue de la réunion du Comité de pilotage du Programme. LLA reviendra sur ce dernier point dans son prochain numéro.

### **Cameroun**

Du 05 au 17 mars 2007, un expert en suivi des DSRP et OMD a participé à l'atelier de présentation et d'adoption du CRESMIC

Au cours de cet atelier, les résultats suivants ont été obtenus : (i) l'appropriation par les différentes parties prenantes (administrations, partenaires techniques et financiers, société civile) du cadre de référence et un support méthodologique minimum commun pour le suivi des DSRP et des OMD ; (ii) l'adoption par les participants d'une méthodologie de production régulière des données fiables du DSRP et des OMD élaborée avec les INS ; (iii) l'adoption consensuelle d'une méthodologie de révision de la liste des indicateurs de suivi ;

(iv) une meilleure information des participants sur l'intérêt à disposer d'un système d'informations régulièrement alimenté pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD.

### **Sao Tome et Principe**

L'objectif général de la mission, réalisée du 05 au 16 février 2007, était de contribuer en collaboration avec l'équipe locale à la rédaction du « mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP) ». De façon spécifique, la mission a eu à : (i) proposer le cadre conceptuel du mécanisme de suivi et évaluation de la SNRP assorti d'un manuel de procédure qui clarifie le rôle des différents acteurs impliqués dans le dispositif ;

(ii) identifier les indicateurs pertinents pour le suivi et évaluation de la SNRP et des OMD; et (iii) former les points focaux au cours d'un atelier sur les techniques de détermination des indicateurs.

### **Sénégal**

L'objectif visé par l'étude sur le bilan-diagnostic de l'Observatoire du changement social et des autres institutions connexes de suivi et évaluation des DSRP et des OMD est de mettre à disposition d'éléments techniques appropriés pouvant aider le gouvernement à mettre en place un cadre institutionnel cohérent et opérationnel nécessaire à un mécanisme de suivi et évaluation efficace et durable.

## **Mise en œuvre du projet de renforcement des capacités en matière de développement de bases de données (Financé par la Banque mondiale)**

Au cours du trimestre sous revue, les activités déployées dans le cadre de ce projet, ont été consacrées à l'élaboration du numéro 5 du bulletin des données conjoncturelles des États membres d'AFRISTAT (BDCEA), à la préparation de l'atelier sur la cartographie de la pauvreté et à l'amélioration des infrastructures informatiques de la Direction générale d'AFRISTAT.

En ce qui concerne la publication automatique des bulletins statistiques, des appuis continuent d'être apportés aux pays pilotes sous forme de suivi à distance pour la résolution de problèmes particuliers et de prise en compte des demandes techniques. Ainsi, les changements opérés dans le module

de publication à AFRISTAT lors de la publication du numéro 5 du BDCEA ont été répercutés dans les pays afin de maintenir au même niveau les différents modules installés.

Quant au volet banque de données d'enquêtes, à la suite du séminaire de formation de décembre 2006 sur les techniques d'archivage, les instituts nationaux de statistique sont devenus membres du réseau IHSN (International household survey network). A ce titre, ils bénéficient d'une licence gratuite du package de logiciels de documentation et d'archivage qui comprend le « Metadata editor », « le CD-builder » et l'explorateur Nesstar.

Enfin, des réflexions préparatoires ont été initiées en vue d'organiser le prochain atelier sur la cartographie de la pauvreté. Une version préliminaire des termes de référence est disponible et un consultant international a été identifié pour l'animation de l'atelier devant se tenir du 16 au 20 avril 2007.

Par ailleurs, le financement de ce projet a permis l'acquisition de nouveaux équipements réseau et un nouveau serveur de messagerie pour AFRISTAT. La bande passante est plus importante et les temps de réponse ont diminué. Ce qui facilite le travail des experts.

### **Autres activités d'AFRISTAT**

◆ Un expert en suivi des DSRP et OMD a représenté la Direction générale à l'atelier régional de formation des formateurs à l'utilisation du système d'information pour la gestion (SIG) axée sur les résultats. Cet atelier a été organisé, du 05 au 10 mars 2007 à Bamako, par le PARSEP (Projet régional d'appui aux cadres nationaux de suivi évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté) à l'attention des cadres nationaux impliqués dans le suivi et

évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Niger.

◆ AFRISTAT a organisé le 12 Mars 2007, la cinquième réunion du Comité régional de pilotage du projet d'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail. Ce projet, financé par l'African Capacity Building Foundation (ACBF), est mis en œuvre dans cinq pays à savoir le Cameroun, le Mali, le Nigeria,

l'Ouganda et la Zambie sous la supervision d'AFRISTAT. La réunion a examiné et adopté le rapport d'activités du projet, le rapport de la revue à mi parcours du projet ainsi que le programme de travail de l'année 2007. Les principales recommandations sont relatives à la prorogation d'un an des activités du projet actuel et à l'élaboration d'une nouvelle phase du projet avec une extension à d'autres pays bénéficiaires.

### **Missions d'appui des experts d'AFRISTAT**

#### **Burundi**

◆ Deux experts d'AFRISTAT ont réalisé une mission au Burundi du 30 janvier au 12 février 2007, dans le cadre du PARAFE (Projet d'Appui à la Réhabilitation des Administrations Financières et Economiques), financé par la Coopération française pour la mise en œuvre du dispositif 1-2-3 dans la ville de Bujumbura. Ce projet pilote de 18 mois a été clôturé lors de cette mission.

Au cours de la mission, les principaux résultats et analyses des 3 phases ont été restitués au cours de deux ateliers successifs : (i) le premier a réuni une équipe d'une vingtaine de cadres techniques pour la validation des méthodes d'analyse des données issues des traitements des trois

enquêtes ; (ii) le second atelier, ouvert par le Ministre chargé du Plan, a réuni une soixantaine de participants ; les experts d'AFRISTAT et l'Equipe technique de l'ISTEEBU ont présenté conjointement les grands enseignements à tirer du projet.

La mission a pu finaliser les rapports des trois phases au regard des observations et remarques faites au cours des deux ateliers et proposé une feuille de route pour la programmation des activités de 2007, en collaboration avec le SCAC et l'ISTEEBU, dont l'élaboration du panel « emploi » à Bujumbura et l'extension des phases 1-2 à trois villes de l'intérieur du Burundi.

#### **Côte d'Ivoire**

◆ Dans le cadre d'une convention d'étude signée entre l'Agence Française de Développement et AFRISTAT, un expert macro économiste s'est rendu du 5 au 9 février 2007 à Abidjan en Côte d'Ivoire. L'objet principal de la mission était de recueillir des informations quantitatives et qualitatives sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, afin d'apprécier la conjoncture économique en 2006 et de fournir un cadre d'hypothèses réalistes pour appuyer les prévisions 2007 et 2008 dans le cadre du Rapport sur les Perspectives économiques et financières des pays de la Zone Franc réalisé par l'Agence Française de Développement.

◆ Dans le cadre d'un appui de la CEDEAO à un groupe de quatre pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger) pour l'amélioration de la connectivité de leurs instituts nationaux de statistique, une mission d'assistance technique s'est déroulée du 19 au 23 mars 2007 à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour appuyer l'Institut national de la statistique (INS) en vue d'améliorer la communication interne, la communication avec l'extérieur et la diffusion des données.

#### **Guinée Equatoriale**

◆ Un expert statisticien informaticien s'est rendu en mission d'assistance technique à Malabo du 23 au 30 janvier 2007, avec pour objectif principal le renforcement des capacités des cadres équato-guinéens en matière de saisie et de traitement de données d'enquêtes statistiques. Cette mission a développé sous CSpro le module de saisie, assuré la formation des agents de saisie et installé le logiciel SPSS pour la saisie et le traitement de l'enquête équato-guinéenne auprès des ménages (EEH 2006) réalisée en décembre 2006.

#### **Mali**

◆ Du 6 au 9 février 2007, une mission de deux experts d'AFRISTAT s'est rendue à Bamako (Mali) auprès de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI). Cette mission rentre dans le cadre d'un appui de la CEDEAO à un groupe de quatre pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger) pour l'amélioration de la connectivité de leurs instituts nationaux de statistique. L'objectif principal de la mission était de faire des propositions concrètes pour la fourniture et l'installation

d'équipements et de logiciels nécessaires à l'amélioration de la communication interne à la DNSI, la communication avec l'extérieur et la diffusion des données.

#### **Sénégal**

◆ Du 16 février au 02 mars 2007, un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT s'est rendu en mission d'assistance technique à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal. L'objectif de la mission était de dispenser une formation aux comptables nationaux sénégalais sur le système de comptabilité nationale des Nations unies (SCN93) dans la perspective d'une mise en place d'une nouvelle base de comptes avec le module ERETES.

Cette formation a permis d'aborder les concepts du SCN93 et de passer en revue les sources statistiques et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux sénégalais. Elle a permis de réaliser des exercices pratiques avec le jeu d'essai KANGARE et d'avoir quelques aperçus du module d'aide à l'élaboration des comptes ERETES.

#### **Togo**

◆ L'expert en analyse de la pauvreté a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à l'atelier de validation des résultats des enquêtes QUIBB et du profil de pauvreté réalisés en 2006 par la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) du Togo.

Cet atelier qui s'est déroulé du 7 au 9 février 2007 à Lomé a été organisé conjointement par le PNUD, la DGSCN, la cellule de lutte contre la pauvreté et la Banque mondiale.

◆ La responsable du Centre de documentation et des publications d'AFRISTAT a effectué, du 26 au 30 mars 2007, une mission à la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) du Togo. Cette mission s'inscrivait dans le cadre de la dynamisation des centres de documentation des INS des Etats membres. Elle a proposé une nouvelle organisation pour l'acquisition et le traitement des documents, installé le logiciel de gestion de base de données documentaires et contribué à l'amélioration du processus de diffusion de l'information statistique.

#### **ENSEA d'Abidjan**

◆ Du 05 au 09 mars 2007, un expert informaticien d'AFRISTAT s'est rendu à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour appuyer l'école nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) dans la rationalisation du réseau informatique et l'amélioration du site Internet de l'école. Cette mission a été financée par le CESD-Paris dans le cadre d'un programme global d'appui aux trois écoles de statistique africaines pour l'amélioration de la connectivité et la diffusion à travers de leurs sites Internet.

#### **ISSEA Yaoundé**

◆ Du 02 au 12 janvier 2007, le Directeur Général d'AFRISTAT a animé un séminaire de formation sur le management d'un système statistique national aux élèves de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé (Cameroun).

## **Activités internationales**

• Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Martin Balépa, Directeur Général, et de Mme Dorothee Ouissika, expert en organisation des systèmes statistiques nationaux, a pris part à la 2<sup>e</sup> édition du symposium sur le développement statistique en Afrique organisé, du 15 au 18 janvier 2007 à Kigali (Rwanda), par les Amis de la CEA en

collaboration avec la Division statistique des Nations Unies et la CEA.

La 2<sup>e</sup> édition du symposium tenue sur le thème " l'Afrique compte : vers une énumération complète de la population africaine durant la série 2010 des recensements de la population et de l'habitat" avait pour

objectif d'encourager les Etats à organiser les recensements au cours de la décennie 2010, à renforcer le consensus sur les principes et recommandations des Nations Unies pour les recensements africains et à fournir une plate-forme d'échanges d'expériences aux Etats.

- MM Djoret Biaka Tedang, expert macroéconomiste et Thierry Salmon, expert informaticien, ont représenté AFRISTAT à la réunion des Institutions régionales sur le logiciel PRIMA de compilation des indices des prix à la consommation (IPC) organisé par la Commission de la CEDEAO du 12 au 14 février 2007 à Lomé. L'objet de la réunion était d'examiner les caractéristiques de ce logiciel.

- M. Philippe Bocquier, Coordonnateur du Centre d'études et de recherches d'AFRISTAT a participé du 12 au 19 février 2007, à Nairobi, à un séminaire sur les questions de migration et de pauvreté. Il a ainsi participé (i) du 12 au 14 février au groupe de travail sur le volet pauvreté et santé dans les bidonvilles de Nairobi du projet Urbanization, Poverty and Health Dynamics (UPHD) sur financement Wellcome Trust ; (ii) à la première réunion de planification (les 15 et 16 février) des activités du groupe de travail de l'UIESP sur le thème Pauvreté et croissance démographique en Afrique subsaharienne.

Dans ce cadre, le CERA devra poursuivre l'analyse des migrations à partir des données longitudinales de l'observatoire de population sur deux bidonvilles de Nairobi.

A cette occasion, de nombreux contacts ont été noués pouvant aboutir entre autres sur la réalisation d'une étude sur l'analyse des relations entre croissance, pauvreté et population.

- M. Djoret Biaka Tedang, expert macroéconomiste a représenté AFRISTAT à la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc qui a eu lieu le 22 février 2007 à Ouagadougou. Outre le rapport du Comité de convergence aux Ministres des finances de la zone sur l'état de la convergence des économies de la Zone Franc, le Comité a examiné le projet de programme des prochaines réunions de la Zone Franc d'avril 2007 à Lomé.

En marge de cette réunion, le délégué d'AFRISTAT a pris part à une rencontre entre les membres

du Groupe de travail informel sur les Accords de partenariat économique (APE) entre les pays ACP et l'Union européenne (UE). L'objet de cette rencontre était de faire le point de l'état d'avancement des négociations.

- M. Martin Balépa, a représenté AFRISTAT, du 23 février au 2 mars 2007, à la 38ème session de la Commission statistique des Nations unies. A cette occasion, il a aussi assisté à l'atelier sur l'« évolution des systèmes statistiques nationaux : tendances et implications », organisé le 23 février, au séminaire du 26 février sur la « Commission statistique et le système statistique global : voie à suivre à l'avenir », à la 2ème réunion du Comité de pilotage du projet de renforcement des capacités statistiques des pays de la SADC supporté par la Division statistique des Nations unies, et à une réunion informelle organisée par METAGORA sur la question « les statistiques officielles peuvent-elles être mises à contribution dans la mesure des droits humains et la gouvernance démocratique ? ».

Parmi les 134 pays représentés, les Etats suivants, membres d'AFRISTAT, y ont pris part : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.

25 pays et organisations internationales, dont AFRISTAT, ont participé à l'exposition organisée en marge de cette session.



Sur le chemin de retour, M. Jean-Christophe Deberre, Directeur au Ministère de la Coopération, du Développement et de la Francophonie, a reçu M. Balépa avec qui il a eu un entretien sur les sources alternatives de financement d'AFRISTAT.

- M. Gabriel N'guessan Doffou, expert en comptabilité nationale, a représenté AFRISTAT au séminaire sur « la surveillance douanière et la lutte contre la contrebande en Afrique de l'ouest ». Ce séminaire a eu lieu du 26 au 28 février 2007 à Bamako et visait à renforcer les capacités des administrations des douanes dans la surveillance du territoire douanier et de la lutte contre la contrebande. Les thèmes abordés sont relatifs à (i) l'organisation de la surveillance du territoire douanier, (ii) au rôle et aux pouvoirs des agents de la surveillance, et (iii) au contrôle de l'exécution du service par la hiérarchie.

- M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique à AFRISTAT, a pris part aux travaux du séminaire sur le processus d'adaptation des écoles de statistique africaines au système LMD (Licence, Master et Doctorat) qui se sont tenus à Paris du 27 février au 2 mars 2007. Organisé par le CAPESA, ce séminaire a réuni les trois écoles africaines du réseau RIFOSSA (ENEA de Dakar, ENSEA d'Abidjan et ISSEA de Yaoundé), l'INSAE de Rabat et l'ESSAI de Tunis. Il a permis aux écoles, sur la base des expériences des écoles françaises, marocaine et tunisienne de s'accorder sur la stratégie à mettre en œuvre pour réussir leur passage au système LMD. Ce dossier sera ultérieurement soumis aux autorités du CAMES pour agrément.

- M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a pris part, les 12 et 13 mars à Kampala (Ouganda) à une rencontre sur le thème « Une formation adéquate, mieux financée, pour développer la statistique en Afrique ». Il s'agissait d'une rencontre d'échanges sur la problématique de l'adaptation de l'offre de formation à la demande, les ressources et le fonctionnement de la formation statistique en Afrique et le financement des bourses d'études.

Cette réunion a été suivie d'un atelier les 14 et 15 mars sur l'intégration des statistiques sociales dans la SNDS auquel il a pris part avec M. Eloi Ouedraogo, expert principal en système d'information sur les stratégies de

réduction de la pauvreté à AFRISTAT.

Organisé par la Banque africaine de développement (BAD), le Secrétariat de Paris21, Intersect et le Bureau ougandais de la statistique (UBOS), cet atelier a permis d'examiner un projet de manuel pour la prise en compte des statistiques sectorielles dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des SNDS.

• Dans le cadre du projet d'amélioration des systèmes d'information sur le marché du

travail, M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages à AFRISTAT, a participé du 19 au 30 mars 2007 à Turin (Italie) à un atelier de formation sur l'analyse de l'information sur le marché du travail. Organisé par le Centre de formation de l'Organisation internationale du travail, ce cours avait pour objectif de renforcer et d'améliorer la qualité et l'impact des politiques de l'emploi, du marché du travail et de la formation par l'utilisation accrue et compétente des statistiques de l'emploi

• M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté a représenté AFRISTAT à la table ronde régionale sur les interactions entre population et pauvreté. Cette rencontre, organisée par l'équipe régionale d'appui technique de l'UNFPA, qui s'est tenue du 25 au 30 mars 2007 à Mbodjène (Sénégal) avait pour objectif de faire le point sur les outils et approches de l'intégration des questions de population dans les stratégies de réduction de la pauvreté et autres cadres nationaux de développement.

## *Echos des instituts nationaux de statistique*

### **Burkina Faso**

[www.insd.bf](http://www.insd.bf)

◆ Débuté le 9 décembre 2006, le dénombrement du Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 a pris fin le 23 décembre 2006. Les résultats préliminaires ont été publiés en mars. L'enquête post-censitaire s'est déroulée du 10 au 24 mars 2007.

◆ Suite à l'atelier de consensus régional sur l'analyse et le contenu des rapports, tenu à Dakar du 23 janvier au 2 février 2007, une première version du rapport d'analyse de l'enquête MICS 3 a été produite. Elle a été amendée au cours d'un atelier en mars 2007.

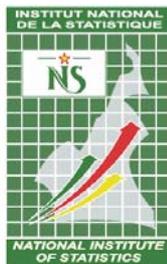
◆ Les travaux de l'enquête annuelle 2007 sur le questionnaire unique à indicateurs de base de bien-être (EA-QUIBB) ont débuté au cours de la période sous revue avec la formation des enquêteurs et contrôleurs qui s'est déroulée du 1er au 10 février. La phase de collecte de données s'est déroulée du 22 février au 22 mars 2007.

◆ Au titre des études économiques, les activités réalisées au cours du premier trimestre sont (i) la tenue d'un atelier d'analyse des comptes nationaux de 2002 du 29 janvier au 2 février 2007 ; (ii) l'élaboration du tableau de bord de l'économie (TBE) des deux derniers trimestres de 2006 ; et (iii) la finalisation de l'annuaire du commerce extérieur de l'année 2005.

### **Cameroun**

[www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

◆ Depuis le 19 janvier 2007, l'Institut national de la statistique a un nouveau logo.



◆ Les travaux préparatoires de la troisième Enquête camerounaise auprès des ménages se poursuivent. Après la finalisation au dernier trimestre 2006 du cadrage méthodologique, une enquête pilote couplée à une enquête légère ont été réalisées en décembre 2006. L'INS procède à l'exploitation de ces enquêtes dont les résultats serviront principalement à recueillir les coefficients de saisonnalité en vue de permettre la comparabilité avec les enquêtes antérieures. Les opérations de collecte de données proprement dites sont prévues pour le deuxième trimestre 2007.

### **Congo**

[www.cnsee.org](http://www.cnsee.org)

◆ Dans le cadre de la préparation du prochain Recensement général de la population et de l'habitat, les activités suivantes ont été réalisées : (i) poursuite des travaux cartographiques ; (ii)

formation des agents recenseurs et des contrôleurs.

◆ Dans le cadre du suivi de la conjoncture, le CNSEE a procédé à l'élaboration de l'indice de la production industrielle pour les deux derniers trimestres 2005 et à la collecte des données dans le cadre de l'enquête de conjoncture du dernier trimestre 2006.

◆ Le CNSEE poursuit la préparation de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel, cofinancée par l'ACBF et le gouvernement congolais. Des missions d'échange d'expérience ont été effectuées au Cameroun et en République Démocratique du Congo.

### **Niger**

[www.stat-niger.org](http://www.stat-niger.org)

◆ Dans le cadre de la préparation de l'Enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages, l'INS a réalisé, du 23 janvier au 04 février 2007, une enquête pilote dans cinq localités du pays : Niamey, Say, Filingué, Gaya et Dogondoutchi.

◆ La phase de collecte des données de l'Enquête à indicateurs multiples (MICS) a commencé le 16 février 2007 pour environ un mois. Cette enquête va permettre de fournir des données sur la santé de la femme, les connaissances qu'elles ont en matière de planification familiale et du VIH/SIDA ainsi que des renseignements sur la santé des enfants de moins de 5 ans.

◆ L'INS a publié en février 2007 l'édition du 3<sup>ème</sup> trimestre 2006 de la Note trimestrielle de conjoncture.

## Togo

[www.stat-togo.org](http://www.stat-togo.org)

◆ L'activité de la DGSCN a été dominée ce premier trimestre 2007 par la préparation et la tenue, du 07 au 09 février 2007, de l'atelier de validation des résultats de l'Enquête QUIBB et des Etudes quantitatives et qualitatives sur la pauvreté. Réalisée du 04 juillet au 11 août

2006, l'Enquête QUIBB a bénéficié de l'appui financier et/ou technique de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de l'UNICEF, de l'UNFPA et du Gouvernement togolais. L'atelier a validé les documents sous réserve de la prise en compte des remarques et hypothèses retenues au cours des travaux en commissions notamment : (i) la

révision à la baisse du nombre de produits constituant le panier de la ménagère ayant fait l'objet du calcul de l'incidence de la pauvreté; (ii) la levée de la contrainte d'équilibre entre les lipides, glucides et protides ; (iii) la prise en compte des loyers imputés réels et non les loyers potentiels déclarés par les enquêtés.

### Réunions, ateliers et séminaires

#### Bamako, du 28 au 30 mars 2007

4<sup>e</sup> réunion annuelle du STATNET (ACBF)

#### Lomé, du 02 au 03 avril 2007

15<sup>e</sup> réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

#### Lomé, le 04 avril 2007

16<sup>e</sup> session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

#### Bamako, du 16 au 20 avril 2007

Analyse et cartographie de la pauvreté

#### Addis Abeba, du 30 avril au 04 mai 2007

Réunion de l'ABSA et du CODI V

#### Libourne, du 25 juin au 06 juillet 2007

Séminaire : l'Indice des prix à la consommation : dessin, harmonisation et rénovation

### MISE AU POINT

Suite à l'article publié dans la Lettre d'AFRISTAT n°39 relatif à l'atelier de formation des formateurs sur le module ERETES (équilibre ressource emplois et tableau entrée sortie) qui s'est tenu à Bamako en novembre 2006, nous avons reçu le message suivant d'Eurostat :

*« Nous avons consulté le dernier numéro de LLA qui donne de nombreuses informations sur AFRISTAT. Cette publication, très conviviale, fournit des informations utiles sur la vie d'AFRISTAT et les actions de renforcement des capacités statistiques dans les Etats membres. Nous la lisons avec toute notre attention.*

*Nous souhaiterions toutefois apporter une précision concernant le séminaire de formation ERETES qui s'est déroulé à Bamako en novembre 2006. Il n'apparaît aucune mention à Eurostat dans l'article. Nous souhaitons rappeler que ce séminaire a été financé entièrement par Eurostat dans le cadre du transfert du savoir faire aux utilisateurs. La société Trasys, mentionnée dans l'article, n'agit qu'en tant que prestataire de service, travaillant pour le compte d'Eurostat. »*

### VIENT DE PARAITRE

- ◆ Reference framework and common minimum methodological guidelines for designing a PSRP and MDG information tracking system (CRESMIC).

**La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>**

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de la Lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA  
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO  
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,  
Siriki COULIBALY, Dorothee OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG,  
Gérard OSBERT

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739